



Organización Internacional del Café  
Organização Internacional do Café  
Organisation Internationale du Café

WP Board No. 1008/06

23 août 2006  
Original : français

F

Comité exécutif/  
Conseil international du Café  
25 – 29 septembre 2006  
Londres, Angleterre

**Avenir de l'Accord international  
de 2001 sur le Café**

**Communications de Madagascar**

### **Contexte**

Comme suite à la décision prise par le Conseil international du Café à sa 95<sup>e</sup> session de fixer au 15 août 2006 la date butoir de réception des propositions des Membres sur l'avenir de l'Accord de 2001, Madagascar a transmis les communications ci-après.

### **Mesure à prendre**

Le Comité exécutif et le Conseil international du Café sont invités à examiner ce document.

## **Avenir de l'accord international de 2001 sur le café**

### **Propositions de Madagascar**

Comme étant centre de dialogue, l'Organisation Internationale du Café (OIC) revêt une grande importance dans la régulation du secteur café. En effet, les bienfaits de l'OIC résident dans la recherche des intérêts communs des pays membres par l'instauration :

- d'un accord qui fait valoir la concurrence saine au sein des marchés mondiaux du café. Tel est la suppression du système de quotas ;
- d'une politique permettant de promouvoir la coopération internationale sur toutes les questions ayant trait au café ;
- des programmes qui marquent déjà la volonté de s'engager au développement du secteur café.

De surcroît, force est de reconnaître qu'après la crise causée par la chute du prix du café, grâce à l'OIC, les exportateurs connaissent un nouveau souffle.

Etant donné que :

- (i) L'Accord de 2001 sur le café vient d'être effectivement mis en vigueur et que certains pays sont encore en phase d'accomplir leurs procédures de ratification ;
- (ii) Les objectifs stipulés dans l'Accord ne sont pas effectivement atteints tels que l'encouragement des membres à développer une économie caféière durable, la promotion des programmes de formation et d'informations afin de contribuer au transfert vers les membres ;
- (iii) Divers programmes et projets sont en cours de réalisation,

Madagascar ne voit pas encore la nécessité de négocier un nouvel Accord qui prendrait beaucoup de temps, mais pense plutôt à une prorogation de l'Accord de 2001 sur le café.

Toutefois, des amendements devraient être effectués si l'on veut avancer car on constate que l'Accord accorde plus d'ampleur sur les aspects organisationnels et structurels. L'accent devrait être mis sur les moyens et la manière permettant d'atteindre les objectifs.

A ce sujet, les points suivants méritent d'être améliorés :

- Définition des critères de sélection des projets ainsi que les domaines d'intervention pour permettre aux petits pays membres producteurs d'en bénéficier ;
- Renforcement des liens entre les membres pour qu'il y ait vraiment flux de transfert de compétences et de technologies ;
- Redoublement des efforts déjà entrepris dans l'assistance technique des membres surtout ceux qui rencontrent des difficultés dans la production et communication des informations statistiques afin d'accroître leur capacité à satisfaire leurs obligations en la matière ;
- Assistance dans l'élaboration des projets ayant trait au développement du secteur café tant national qu'international ;
- Renforcement du CCSP pour qu'il soit représentatif de tous les intérêts du secteur privé ;
- Création d'un système de financement pour soutenir la production ;
- Promotion des activités de transformation du café pour accroître la valeur ajoutée du produit (valorisation des sous produits du café, ...)
- Intensification de la coordination des activités et des règles concernant la durabilité.

En outre, nous aimerions signaler que l'OIC ne devrait seulement se contenter de donner des chiffres sur le volume des exportations et de la consommation mondiale de café mais il devrait également mener des études et des analyses de marchés dans le but de promouvoir la consommation mondiale de café (objectifs n°5 et 7 de l'Accord).

Par ailleurs, Madagascar soutient les efforts déployés dans la recherche et développement car c'est le court chemin qui mène vers une économie caféière durable (objectif n°6). Pour cela, nous estimons nécessaire que les Organismes mondiaux de recherche en matière de café et les organismes nationaux de recherche travaillent de concert.

Enfin, il paraît utile de suivre d'abord l'accomplissement des résolutions précédentes avant d'entamer d'autres discussions.

**NB :** Le Centre National de Commercialisation du Café (CNCC) de Madagascar, Organisme privé qui regroupe tous les exportateurs du café, a également émis des propositions en cas de renégociation d'un nouvel Accord ou de prorogation de l'Accord international de 2001 sur le café.



## **PROPOSITIONS EMISES PAR LE CNCC POUR SERVIR D'ELEMENTS DE REFLEXION DANS L'ELABORATION DU NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL DU CAFE**

Le nouvel Accord devant remplacer l'Accord de 2001 devrait, selon Madagascar, être orienté davantage vers un équilibre plus durable entre l'offre et la demande de manière à pérenniser les revenus des pays producteurs.

La tendance générale de ce nouvel accord-sans tomber dans les écueils des contingentements de la fin du 20<sup>è</sup> siècle, et dont on connaît les effets néfastes-doit tendre vers la satisfaction de l'ensemble des pays producteurs, quels que soient leurs tailles ou leurs niveaux de production.

D'une manière globale, les décisions adoptées lors de la deuxième Conférence mondiale sur le Café à Salvador de Bahia (Brésil) en Septembre 2005 doivent être prises largement en compte, notamment :

- Création d'un système de financement qui soit en mesure de soutenir la production (favoriser les micro financements ou associer les crédits à des subventions indirectes) ;
- Encourager les initiatives visant à développer la consommation interne de café dans les pays producteurs qui connaissent un niveau de consommation élevé, tels que le Brésil, l'Ethiopie et Madagascar. Ces actions devraient pouvoir être menées au travers des financements multilatéraux ou interrégionaux. Elles pourraient être un moyen de développer les échanges entre pays producteurs. En effet, les pays producteurs-consommateurs pourraient importer du café de pays producteurs non consommateurs pour leur consommation et exporter le meilleur de leur production.

De même, les résultats des travaux entrepris par de nombreux chercheurs pour prouver non seulement la non nocivité du café, mais sur les bienfaits de ce

boisson en vue de prévenir ou de guérir certaines maladies, comme la maladie de parkinson ou le diabète devraient faire l'objet d'une large médiatisation ;

- Promouvoir les activités de transformation du café, de manière à permettre d'augmenter de façon notable la valeur ajoutée du produit. Si tous les participants à cette Conférence de Salvador sont tombés d'accord sur la nécessité pour les pays producteurs de faire un effort sur la qualité du café qu'ils exportent, une action très importante devrait être menée par les pays importateurs pour aider les producteurs dans cette voie. Par exemple, il y a urgence et nécessité de fournir un gros effort conjoint entre les producteurs et les consommateurs pour le développement de la publicité générique de café dans les pays consommateurs où la tendance est à la banalisation par les grandes surfaces de la publicité ou le packaging du café sous leurs propres marques.

Cette action serait d'autant plus profitable pour les pays producteurs que l'augmentation de la consommation de café en Europe de l'Est ou en Asie (Chine) devrait pouvoir bénéficier à un ensemble de producteurs, plutôt qu'à un seul pays, tant cette demande potentielle est importante ;

- Nécessité de coordonner les efforts des pays producteurs vers une vision nouvelle du marché mondial du café. Cette vision nouvelle peut prendre l'engagement des producteurs à combattre sous toutes leurs formes les barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent le commerce mondial du café. Ces barrières sont une atteinte grave à la consommation, quand on sait par ailleurs que 19% de la population mondiale consomme 1 tasse de café ou plus de café, mais que 61% de la population ne consomme que 1 tasse de café par semaine. On mesure les énormes potentialités qui s'offrent aux producteurs pour les années à venir.

Cela suppose qu'en l'état actuel des choses, il faut maintenir le niveau de production actuelle et éviter absolument d'augmenter la production.

Il convient d'assurer une meilleure organisation des producteurs (en coopérative par exemple).

Cela suppose également une amélioration de la gestion des risques, et enfin la transformation des cafés à l'origine.